

Migrations sri lankaises
Origines et étapes

Éric Meyer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/668>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.668

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 12-21

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Éric Meyer, « Origines et étapes », *Hommes & migrations* [En ligne], 1291 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/668> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.668

Migrations sri lankaises

Origines et étapes

Par Éric Meyer, historien, professeur émérite à l'Inalco, Paris



Un père et son fils lors de la minute de silence en hommage à Suppayya Paramu Thamilselvan, leader politique tamoul chargé des négociations pour la paix à Genève, tué lors d'un bombardement de l'armée gouvernementale en novembre 2007. L'association franco-tamoule de La Courneuve a organisé cette commémoration le 1^{er} novembre 2010 et a inauguré une statue de bronze à l'effigie du leader martyr, La Courneuve, janvier 2010 © Vasantha Yoganathan

Ancienne colonie anglaise connue sous le nom de Ceylan, la République socialiste démocratique de Sri Lanka est depuis longtemps un carrefour migratoire. Dès la fin des années cinquante, l'île a vu migrer des travailleurs tamouls vers l'Inde et ses élites anglophones vers les pays du Commonwealth, puis des populations cinghalaises en direction du Moyen-Orient. Avec les conflits internes qui ont ravagé Sri Lanka depuis les années quatre-vingt, l'émigration s'est densifiée. Elle concerne surtout la minorité tamoule. Aujourd'hui, on estime la diaspora sri lankaise à environ un million de personnes.

L'approche adoptée ici consiste à examiner les courants migratoires issus de Sri Lanka depuis les années quatre-vingt en les situant dans une perspective historique remontant à la période coloniale. On se placera du point de vue du pays d'origine, et on mettra l'accent sur les facteurs sociologiques des migrations. La dimension quantitative du phénomène est incertaine, en l'absence de données fiables du côté de certains pays d'immigration comme la France et l'Italie, mais surtout de Sri Lanka, faute de recensements complets depuis 1981. Le prochain recensement prévu en juillet 2011 pourrait corriger cette situation, à condition que les enjeux politiques liés à ce dénombrement en rendent possibles la tenue et la publication.

Un pays d'immigration devenu pays d'émigration

L'île de Ceylan (officiellement République de Sri Lanka depuis 1972) a été jusqu'aux années vingt un pays d'immigration souvent massive de populations venues pour l'essentiel de l'Inde du Sud toute proche. À une population aborigène de chasseurs-cueilleurs présente à l'ère néolithique sont venus se mêler au premier millénaire avant l'ère chrétienne des groupes de cultivateurs de riz, des marchands et des navigateurs, des guerriers et des religieux. Ces deux dernières catégories de migrants, venues de l'Inde du Nord et non du Sud, ont introduit et fait prévaloir le système monarchique, le bouddhisme et l'usage d'une langue indo-aryenne, le cinghalais. Au cours du premier millénaire de l'ère chrétienne, une brillante civilisation fondée sur la riziculture et le commerce maritime a prospéré dans les régions semi-arides du centre-nord, de l'est et du sud-est de l'île, qui a continué d'attirer d'Inde du Sud des artisans et artistes, des gens de mer et la main-d'œuvre paysanne nécessaires à son développement, ainsi que des soldats. Après le déclin de la civilisation ancienne qui s'est traduit par le glissement de la population cinghalaise vers le centre et le sud de l'île, et finalement par la domination portugaise puis hollandaise (du XVI^e au XVIII^e siècle), l'immigration en provenance d'Inde du Sud s'est poursuivie. Les nouveaux arrivants ont conservé l'usage de leur langue maternelle tamoule et leur religion (hindoue çhivaïte ou musulmane, selon les cas), lorsqu'ils s'établissaient dans le nord et l'est du pays, ou se sont assimilés à la majorité cinghalaise lorsqu'ils s'installaient dans l'ouest et le sud. Au XIX^e siècle, les Britanniques, nouveaux maîtres de l'île, ont fait appel à leur tour à l'immigration sud-indienne pour se procurer une main-d'œuvre docile et bon marché, au statut quasi servile, pour travailler sur leurs plantations de café puis de thé. Le recrutement se faisait en priorité dans les castes intouchables dépourvues de droits sur la terre, par l'intermédiaire de chefs d'équipe, les *kangany*. À partir de la fin du XIX^e siècle, les associations de planteurs, avec l'appui des gouvernements coloniaux ceylanais et indien,

avaient mis en place une organisation leur permettant de “piloter” ce marché captif de main-d’œuvre. Ces flux organisés de “coolies” tamouls se sont taris sous l’effet de la dépression mondiale des années trente.

Par la suite, Sri Lanka, terre d’immigration depuis les débuts de son histoire, est devenu une terre d’émigration massive. Des phénomènes limités d’émigration s’étaient déjà produits dans le cadre du système colonial, qui avait favorisé l’apprentissage de la langue anglaise par des minorités telles que les Burghers (descendants d’Européens métissés) et les Tamouls de haute caste originaires de Jaffna : ces catégories avaient trouvé des emplois dans d’autres colonies britanniques. Mais l’inversion des flux n’est devenue manifeste qu’à la fin des années cinquante. La dégradation du système économique hérité de la colonisation, qui était fondé sur l’exportation des productions des plantations, a entraîné le transfert plus ou moins forcé vers l’Inde d’une partie des travailleurs tamouls, ainsi qu’une lutte pour la réappropriation des terres. D’autre part, le succès politique du nationalisme cinghalais s’est traduit par l’abandon de la langue anglaise comme langue officielle au profit du seul cinghalais, la langue tamoule étant reléguée à une place subalterne. D’où une accélération de l’émigration des élites anglophones vers les pays du Commonwealth.

L’accentuation de ces tendances au cours des années soixante-dix a donné naissance à deux grands mouvements radicaux qui ont bouleversé les structures sociales et politiques du pays. D’une part, le séparatisme tamoul, né des discriminations dont étaient victimes les élites de Jaffna, a pris l’ampleur d’un mouvement de masse, dont la répression a jeté à partir des années quatre-vingt sur les routes de l’exil déjà balisées des populations entières prises entre les exactions de l’armée et l’embrigadement dans les groupes militants. D’autre part, la répression non moins brutale des mouvements révolutionnaires cinghalais, en 1971 et entre 1987 et 1990, a entraîné une émigration politique mais de plus faible ampleur. Enfin, l’émigration organisée des femmes des milieux populaires comme domestiques dans les pays du Moyen-Orient a été encouragée pour pallier la pénurie d’emplois dans le pays.

En conséquence, Sri Lanka est probablement, dans la première décennie du XXI^e siècle, le pays d’Asie dont la plus forte proportion de la population (près de 8 %) vit de façon temporaire ou durable en dehors de ses frontières. Sur une population d’environ 20 millions d’habitants, l’émigration durable, principalement tamoule, atteint probablement le million de personnes, et l’émigration temporaire, principalement cinghalaise, le demi-million. C’est aussi l’une des économies d’Asie les plus dépendantes des fonds en provenance des populations émigrées, dont la valeur représente le double de celle des exportations de thé. L’ampleur du phénomène affecte en profondeur les structures sociales et les équilibres économiques et démographiques. La réduction des naissances est drastique, les jeunes adultes étant le groupe qui émigre le plus.

Sri Lanka, flux démographiques, financiers et marchands

Source : Éric Meyer, *Sri Lanka, Biography of an Island - Between Local and Global*. Colombo, Viator Publications, 2006.

Complexité sociologique des migrations

Toutes les régions et toutes les communautés de l'île n'ont pas été concernées au même degré par les phénomènes migratoires. La société insulaire se caractérise par une complexité intrinsèque, que les pratiques coloniales de classification, poursuivies après l'indépendance (1948), ont contribué à accentuer et à rigidifier.

Le critère linguistique est devenu prédominant depuis la généralisation de la scolarisation dans les langues vernaculaires. Au début du XXI^e siècle, la langue cinghalaise est la langue maternelle de plus de 74 % de la population ; la langue tamoule, celle de 25 % ; l'anglais, celle de moins de 1%. Le critère religieux vient ensuite : sur les 74 % de locuteurs de singhalais, 70 % sont bouddhistes, 4 % sont chrétiens (principalement catholiques) et un infime pourcentage musulmans ; sur les 25 % de locuteurs de tamoul, 14,5 % sont adeptes de cultes hindous (principalement chivaïtes), 8 % sont musulmans sunnites et 2,5 % chrétiens ; les anglophones sont chrétiens (principalement protestants appartenant à la communauté des Burghers)⁽¹⁾. À l'intérieur de chaque groupe existent des castes qui ne font pas l'objet de statistiques, mais on estime que la moitié de la population cinghalaise bouddhiste est issue de castes de cultivateurs de haut statut (Goyigama), de même que la moitié de la population tamoule hindouiste (Vellalar), alors que la majorité des chrétiens tant cinghalais que tamouls appartiennent à des castes de plus bas statut (notamment de pêcheurs). Enfin, la population est inégalement répartie dans l'île : la région métropolitaine de Colombo regroupe plus de 2 millions d'habitants, tandis qu'aucune autre ville ne dépasse 100 000 habitants ; mais la population semi-rurale est très dense le long des côtes sud-ouest, de Negombo à Matara. La densité est aussi élevée

dans les montagnes du centre où se mêlent villages et plantations, et dont la métropole est la ville de Kandy. Il en est de même dans la péninsule et les petites îles de l'extrême nord dominées par la ville de Jaffna, et sur une partie de la côte orientale autour de la ville de Batticaloa.

Les phénomènes migratoires concernent ces zones densément peuplées : celle de Jaffna tout d'abord, entièrement tamoule (hindoue ou chrétienne), où le phénomène est ancien mais s'est généralisé durant le conflit séparatiste ; celle de Colombo, en majorité cinghalaise mais où les minorités sont fortement représentées et où la motivation est davantage de nature économique ; la bande côtière de Negombo à Matara, presque entièrement cinghalaise, où se recrutent beaucoup d'émigrantes pour les pays du Moyen-Orient et où les mouvements révolutionnaires durement réprimés ont été actifs dans les castes de bas statut ; et les montagnes kandyennes, que les travailleurs tamouls des plantations ont quittées en grand nombre depuis les années soixante.

Les migrations dans le cadre de l'Empire britannique puis du Commonwealth

Bien avant le déclenchement des conflits, il existait dans les districts côtiers de Jaffna, de Matara et de Moratuwa, une culture de l'émigration : les jeunes gens instruits allaient chercher fortune dans d'autres régions de l'île. La destination habituelle de ces migrations était Colombo, où ils trouvaient des emplois subalternes dans l'administration, dans les sociétés d'import-export, dans les entreprises portuaires et ferroviaires, etc. C'était aussi l'étape obligée pour ceux qui rêvaient d'émigrer outre-mer. Les Jaffnais se dirigeaient également vers Batticaloa, dont ils avaient contribué à la mise en valeur agricole, et vers Kandy, où ils s'étaient mis au service des planteurs, très souvent comme comptables. Les Matarais migraient volontiers vers les colonies de peuplement du nord et de l'est de l'île. Les habitants de Moratuwa (au sud de Colombo) s'étaient fait une spécialité du transport par charrettes, puis par camions, entre la côte et les districts de plantations, où beaucoup avaient élu domicile.

Dans un second temps, ceux qui en avaient les moyens migraient dans les autres colonies de l'Empire britannique : la péninsule malaise et l'Australie étaient les principales destinations. Dès 1911, la ville de Kuala Lumpur abritait une communauté jaffnaise évaluée à 7 000 personnes, pour beaucoup employées dans les chemins de fer de la péninsule ; en 1957, leur nombre s'élevait à 25 000⁽²⁾. Ces groupes de Ceylanais installés dans des territoires britanniques gardaient des relations étroites avec leur région d'origine où résidaient toujours des membres de leur famille, où ils allaient se marier, où ils investissaient leurs économies dans la construction d'une maison ou l'achat de bijoux et où ils prenaient leur retraite.

À partir des années cinquante, les Ceylanais de langue maternelle anglaise, qui se qualifiaient fièrement de “*the most British of Asians*”, employés par l’administration et par les firmes coloniales, commencèrent d’émigrer vers la Grande-Bretagne et les pays du Commonwealth, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande. La majorité des Burghers, descendants des colons hollandais, et des Eurasiens, d’ascendance britannique, prirent alors le chemin d’un exil que facilitaient leur parfaite maîtrise de l’anglais et leur possession de passeports du Commonwealth. Ils furent suivis par des membres de l’élite tamoule anglophone de Colombo, qui voyaient se restreindre les emplois dans l’administration, les carrières juridiques et médicales, et la finance, en raison de l’adoption du cinghalais comme seule langue officielle. C’est ainsi que se mirent en place des réseaux migratoires qui allaient faciliter l’émigration de masse qui se déclencha au cours des années quatre-vingt.

Le retour forcé en Inde des ouvriers tamouls des plantations et des services urbains

La grande dépression des années trente coïncida avec la montée d’un nationalisme anti-indien dans la classe politique cinghalaise qui, bénéficiant d’un régime d’autonomie dans le cadre de l’Empire britannique, entreprit d’exclure des emplois publics ou semi-publics les travailleurs d’origine indienne, dockers, employés des travaux publics, des transports et des services urbains. À l’indépendance, les conditions strictes d’obtention de la citoyenneté ceylanaise en exclurent la quasi-totalité des ouvriers des plantations, qui se retrouvèrent apatrides.

Les accords indo-ceylanais conclus à partir de 1964 organisèrent le “rapatriement” de la moitié des Tamouls des plantations, dans une Inde qu’ils n’avaient souvent pas connue de près. La politique discriminatoire dont ils étaient victimes ne cessa qu’en 1988. Entre 1968 et 1984, date à laquelle furent interrompues les liaisons maritimes entre l’île et le continent, 459 000 personnes avaient quitté le pays, s’installant en Inde du Sud dans des conditions précaires, d’abord dans des camps, puis sur des exploitations agricoles ou forestières, et plus souvent dans des bourgades où, munis d’un petit pécule, ils étaient encouragés à ouvrir des échoppes. Issus en majorité de castes intouchables, la plupart se sont mal intégrés à la société indienne, sauf s’ils y avaient gardé des liens familiaux, et ils sont venus grossir les rangs du prolétariat rural sous-employé.

Après 1984, des migrations incontrôlées vers l’Inde se poursuivirent. Les pêcheurs tamouls du Nord prirent le relais du transport des passagers, souvent des familles entières fuyant les zones de guerre et disposant de très peu de moyens. Ils devinrent eux-mêmes migrants chaque fois que la marine gouvernementale réglementait la pêche pour enrayer la contrebande et la circulation des militants entre le continent

et l'île. Une centaine de milliers de personnes vinrent rejoindre les "rapatriés". Les autorités indiennes s'efforcent de les renvoyer à Sri Lanka par l'entremise du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR), mais les pêcheurs qui s'adonnent à leur métier dans les eaux indiennes résistent à ces tentatives, tout en gardant un lien étroit avec leurs villages d'origine.

L'émigration de masse dans un contexte de conflit : une émigration de refuge

Sri Lanka a été ravagé par une succession de conflits internes qui ont combiné leurs effets pour donner à l'émigration un caractère massif depuis les années quatre-vingt. Dans une première phase, de 1983 à 1987, les violences organisées avec la complicité des autorités dont étaient victimes les Tamouls des régions de Colombo et de Kandy ont déclenché une première vague d'exode en direction de l'Occident où beaucoup ont obtenu le statut de demandeur d'asile, et du Tamil Nadu en Inde du Sud, dont le gouvernement a accueilli les militants des différentes organisations séparatistes tamoules. La médiation armée de l'Inde dans le conflit séparatiste en 1987 a eu un double effet : déclencher une insurrection ultra-nationaliste cinghalaise, menée par le Front de libération du peuple (JVP) contre le gouvernement accusé de faiblesse face à l'Inde, et matée avec la plus extrême violence par le gouvernement ; dresser les Tamouls les plus militants contre les troupes indiennes de maintien de l'ordre censées les protéger et les désarmer, donnant des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) l'image d'une organisation déterminée et authentiquement nationaliste qui a fini par perpétrer des assassinats politiques spectaculaires, celui de Rajiv Gandhi en Inde en 1991 et de Ranasinghe Premadasa, le président sri lankais, en 1993. Au cours de ces années de conflit, des Tamouls suspectés d'être membres des LTTE et des Cinghalais du JVP victimes de la répression ont quitté le pays en grand nombre.

Après le retrait de l'Inde et en dépit d'un début de négociations, le conflit a repris avec une intensité accrue à partir de 1995, les LTTE disposant de moyens financiers et logistiques considérables grâce aux contributions de la diaspora, et le gouvernement accroissant les effectifs de son armée. Les LTTE ont pris le contrôle du nord et de l'est du pays, procédant à des recrutements massifs au sein de la jeunesse tamoule et perpétrant des attentats suicides qui ont entraîné des carnages massifs dans les villes du sud. L'émigration des jeunes hommes et des jeunes femmes, seul moyen d'échapper à l'embrigadement forcé dans les rangs de la rébellion ou aux exactions des troupes gouvernementales, a atteint son apogée à cette époque.

Entre 2002 et 2006, une trêve mal respectée a offert un répit mis à profit par les belligérants pour se réarmer, et par les émigrés pour visiter leur pays d'origine et venir au secours des victimes du tsunami de décembre 2004. Les combats ont repris avec

l'élection à la présidence de Mahinda Rajapakse, partisan d'une victoire à tout prix, et avec l'offensive des LTTE pour reprendre le contrôle de l'est du pays. À la fin de 2007, les séparatistes ont entamé un repli stratégique, qui s'est terminé en déroute en mai 2009, après des combats acharnés le long de la côte nord-est, où les civils tamouls ont servi de boucliers humains. Les survivants ont été retenus dans des camps où ont été enfermées plus de 200 000 personnes pendant une année, avant d'être relâchées. Durant cette crise finale, le mouvement d'émigration s'est poursuivi, mais les candidats à l'exode n'avaient généralement pas les moyens de partir, et les conditions d'admission dans les pays d'accueil s'étaient durcies depuis 2001.

La première vague de migrations à longue distance, composée en majorité de Tamouls de haute caste, s'était dirigée au début des années quatre-vingt vers les pays où étaient déjà établis les expatriés de la génération précédente, en particulier la Grande-Bretagne et le Canada. Mais ces deux pays étaient devenus difficiles d'accès, en raison de la fermeture des frontières aux citoyens du Commonwealth n'appartenant pas à des catégories spécifiées, et aussi du fait du coût du transport. En revanche, dans les pays de l'Est européen, les compagnies aériennes pratiquaient des tarifs très bas et les autorités étaient peu regardantes dans la période de relâchement qui accompagnait la chute de l'Empire soviétique. L'Allemagne fédérale, accessible depuis Berlin, avait une tradition d'accueil des réfugiés. La France après la victoire de la gauche se proclamait terre d'asile. Dans les États scandinaves, en Allemagne, en Suisse, des organisations non gouvernementales engagées dans des projets de développement et soucieuses de défense des droits de l'homme avaient tissé des liens avec Sri Lanka. Il en était de même d'œuvres caritatives d'inspiration catholique dont l'action prolongeait celle des missions de l'époque coloniale. Par la suite, l'Italie et d'autres pays méditerranéens, qui avaient des filières bien rodées d'immigration clandestine et régularisaient la situation des sans-papiers trouvant du travail sur leur sol, devinrent des destinations recherchées, y compris par les Cinghalais nombreux à quitter le pays lors des violences de la fin des années quatre-vingt. D'abord spontanée, la migration s'organisa vite en filières contrôlées par des agences installées à Colombo, procurant billets d'avion et adresses de correspondants. En amont de ces filières, l'organisation des Tigres de libération de l'Eelam tamoul qui contrôlait le nord de l'île depuis 1990 fichait et taxait les candidats à l'émigration. À l'arrivée, les candidats au statut de demandeur d'asile devaient payer les services d'offices de traduction et d'avocats spécialisés, d'autant que les nouvelles vagues de migrants étaient issues de milieux moins favorisés, et que les pays d'accueil n'étaient pas anglophones. Le prix d'une migration de ce type dépassait 10 000 euros, une somme exorbitante pour une famille sri lankaise même aisée. Une fois épuisées les ressources habituelles (aide d'un compatriote à l'étranger, vente des terres, mise en gage des bijoux), il fallait s'endetter, ou se mettre au service de trafiquants. Enfin, le voyage présentait de sérieux dangers en Europe orientale (en Biélorussie notamment) ou en Méditerranée. En 1995, une estimation officielle du gouvernement sri lankais évaluait

à 500 000 environ le nombre de migrants établis ayant quitté le pays dans ces circonstances depuis 1980, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Allemagne, la France, l'Italie, les pays scandinaves et l'Inde hébergeant 70 000 à 50 000 migrants chacun, suivis de loin par les Pays-Bas et la Suisse, et par les États-Unis et l'Australie, où il ne s'agissait pas autant d'une migration de refuge. Le mouvement s'est poursuivi, et avec la naissance d'enfants à l'étranger on peut considérer que ce qui est devenu quinze ans plus tard une diaspora compte environ un million de personnes.

Les migrations organisées vers le Moyen-Orient

Les ressources accrues procurées aux régions du Golfe arabo-persique par l'exportation du pétrole à partir des années soixante-dix ont créé un appel de main-d'œuvre adressé d'abord aux pays peuplés de l'Asie du Sud qui, tout au long de leur histoire, avaient été en contact avec elles. Les musulmans sri lankais en ont profité d'abord, y trouvant des emplois qualifiés dans le commerce, la finance, la construction ou les transports. Ils ont mis en place des réseaux migratoires contrôlés par des bureaux de main-d'œuvre et des agences de voyages avec l'appui du gouvernement sri lankais et soutenus par les compagnies aériennes qui ont toutes des escales dans les pays du Golfe (la compagnie nationale sri lankaise a été finalement rachetée par celle des Émirats). Ces réseaux ont recruté d'autres Sri Lankais, tamouls ou cinghalais, pour travailler dans la construction, la restauration et les services. Mais les plus gros effectifs de migrants sont constitués de femmes exerçant des emplois domestiques. Le plus souvent non musulmanes, elles sont liées par un contrat d'embauche, à la manière des coolies du siècle précédent.

Les chiffres de ces migrations de travail sont fluctuants et sujets à caution : les services officiels enregistraient environ 180 000 départs par an au début des années deux mille, mais ne distinguaient pas les anciens des nouveaux émigrants ; ils estimaient la totalité des travailleurs expatriés à un moment ou un autre de leur vie à 788 000 personnes. Ce sont les femmes qui représentent les principaux effectifs d'émigrants vers les pays du Golfe (65 % en 1999). Âgées de 20 à 40 ans, mères de famille, issues de milieux semi-ruraux pauvres, n'ayant pas poursuivi leurs études au-delà du primaire, elles confient leur destin à des agents recruteurs dépendant de bureaux établis à Colombo, qui se chargent de rassembler tous les papiers nécessaires, d'assurer le transport, d'effectuer les démarches à l'arrivée et de procurer un employeur. Le coût élevé de cette procédure (de 500 à 1 000 euros), assumé partiellement par l'employeur en principe mais pas forcément en pratique, contraint les candidats à l'émigration à s'endetter auprès de l'agence, les premiers salaires sur place (de l'ordre de 130 euros par mois) servant à la rembourser avec intérêt. L'épargne est intégralement rapatriée,

par voie bancaire ou postale, par l'intermédiaire des agents, ou lors de voyages de retour sous forme de bijoux ou de matériel électroménager ou hi-fi qu'on peut revendre ou hypothéquer. La migration de travail vers le Moyen-Orient reste temporaire, mais de nombreux migrants y retournent après un séjour à Sri Lanka. Les relations de travail sont souvent difficiles avec des employeurs appartenant à une culture différente où les femmes ne jouissent d'aucune autonomie personnelle ni financière : ces travailleuses isolées ne peuvent pas s'organiser pour faire valoir leurs droits. Les conditions de vie limitent les contacts entre migrants, rendant malaisée la constitution d'une communauté diasporique.

Le terme de "diaspora" convient à la description des communautés tamoules sri lankaises installées à l'étranger, à la différence des migrants temporaires travaillant dans les pays du Golfe, des travailleurs des plantations "rapatriés" en Inde et des Cinghalais. Il rend compte du caractère de dispersion dans un grand nombre de pays différents de migrants issus du même foyer originel : chaque groupe familial a des membres dans plusieurs pays. Il est aussi justifié par la référence constante à la terre natale et à la culture d'origine dans les discours tenus par les migrants, qui s'apparente à un "mythe du retour". ■

Bibliographie

Sur la diaspora tamoule et le conflit :

- Madavan Delon, Dequierez Gaëlle, Meyer Éric (dir.), *Les Communautés tamoules et le Conflit sri lankais*. Paris, L'Harmattan, 2011.

Sur l'histoire récente de Sri Lanka :

- Meyer Éric, *Sri Lanka, entre particularismes et mondialisation*. Paris, La Documentation française, 2001; version anglaise mise à jour : *Sri Lanka, Biography of an Island - Between Local and Global*. Colombo, Viator Publications, 2006 [www.viator-publications.com].
- Wickramasinghe Nira, *Sri Lanka in the Modern Age : a History of Contested Identities*. Londres, Hurst, 2006.

Sur l'émigration sri lankaise vers les pays du Moyen-Orient :

- Gamburd Michelle, *Transnationalism and Sri Lanka's Migrant Housemaids*, Ithaca, Cornell University Press, 2000.

Sur l'émigration tamoule vers l'Europe du Nord :

- Fuglerud Øivind, *Life on the Outside : The Tamil Diaspora and Long-Distance Nationalism*. Londres, Pluto, 1999.

Sur l'émigration des travailleurs des plantations :

- Meyer Éric, "Colonisation, les nouveaux esclaves de Ceylan", in *Les Grandes Migrations, Les collections de L'Histoire*, n° 46, 2010, pp. 56-60.
- Kanapathipillai Valli, *Repatriation or Deportation ? Nation Building, Citizenship and the Indian Tamil Estate Workers in Sri Lanka after Independence*, Amsterdam, Vrije Universiteit, 2005.

Notes

1. Données corrigées du recensement de 2001, dans Éric Meyer, *Sri Lanka, entre particularismes et mondialisation*. Paris, La Documentation française, 200. Voir la version anglaise mise à jour : *Sri Lanka, Biography of an Island - Between Local and Global*. Colombo, Viator Publications, 2006, pp. 43-47.

2. *Ibid.*, chapitre IX.